



En guise d'introduction : De l'extractivisme au néo-extractivisme, les mêmes maux pour une même lutte

FOLZ Olivier

Cultural Express, n°13, 2026, L'Amérique latine face aux défis environnementaux : les arts visuels comme paradigme de la résistance aux politiques néolibérales

Pour citer cet article :

Olivier Folz, « En guise d'introduction : De l'extractivisme au néo-extractivisme, les mêmes maux pour une même lutte », *Cultural Express* [en ligne], n°13, 2026, « L'Amérique latine face aux défis environnementaux : les arts visuels comme paradigme de la résistance aux politiques néolibérales », Olivier Folz, Roxanne Mamet (dir.), URL :

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://cultx-revue.com/article/14-en-guise-dintroduction-de-lextractivisme-au-neo-extractivisme-les-memes-maux-pour-une-meme-lutte>

De l'extractivisme au néo-extractivisme : les mêmes maux pour une même lutte

En introduction de ce numéro, et avant d'en présenter les différentes contributions, nous aimerions soumettre quelques considérations liminaires qui, nous l'espérons, permettront de poser quelques jalons autour de la problématique qui nous intéresse, à savoir : les défis environnementaux auxquels est confrontée l'Amérique latine dans le cadre des politiques néolibérales mises en place dans la plupart des pays de la région à partir des années 1990 et les conséquences que cela implique pour les populations ainsi que pour les activistes et artistes qui, à travers leurs engagements militants ou leurs productions, sont entrés en résistance pour faire entendre leurs voix.

Cette thématique n'est cependant pas nouvelle. Depuis l'époque de la conquête, le modèle de développement économique qui repose essentiellement sur des politiques d'extraction de matières premières mobilise les habitants des zones concernées et les acteurs impliqués dans ces luttes. Ainsi, avant de retracer l'historique de ces pratiques, il nous semble salutaire, dans un premier temps, de définir un cadre conceptuel et socio-historique autour de la notion d'extractivisme.

1. Le concept d'extractivisme

D'emblée, notons que le terme « extractivisme » n'est référencé dans aucun des principaux dictionnaires français (CNRTL, le Petit Robert, Le Larousse) et espagnols (RAE, María Moliner). Emprunté au portugais *extrativismo*, le vocable est initialement usité pour se référer à l'exploitation des produits forestiers de la forêt amazonienne à des fins commerciales tant à l'échelon local qu'international¹. Il faut attendre le début du XX^e siècle et plus particulièrement les années 50 pour que le terme apparaisse dans des revues scientifiques et d'économie en référence aux industries qui extraient d'importantes quantités de matières premières dans le secteur minier ou des hydrocarbures, notamment en Amérique latine². Par la suite, les organismes bancaires internationaux contribuent également à sa diffusion. Dans le cadre des politiques de développement, ces derniers présentent l'industrie extractiviste comme un levier efficace pour « lutter contre la pauvreté, générer des emplois, promouvoir des revenus fiscaux et contribuer au développement durable³ ». Aujourd'hui, ce concept s'est amplement démocratisé. Les Nations Unies, par l'intermédiaire du PNUD, les gouvernements ainsi que des associations et autres organisations citoyennes s'en sont emparés mais sans pour autant en partager l'approche. Plutôt positive pour les uns, critique pour les autres.

Mais qu'entend-on par extractivisme ? Qu'est-ce que l'extractivisme ? En l'absence d'acceptions proposées par les dictionnaires, la définition du chercheur Eduardo Gudynas, du Centre latino-américain d'écologie sociale (CLAES) de Montevideo, Uruguay, fait largement consensus. Selon lui, l'extractivisme désigne « un mode d'extraction de ressources naturelles, en grand volume ou haute intensité, principalement destinées à être exportées en tant que matières premières non transformées, ou très faiblement⁴ ».

Le concept ne se limite cependant pas aux seuls secteurs mentionnés précédemment (minier et hydrocarbure), il englobe également ceux ayant trait aux activités agraires, forestières, halieutiques, voire même au tourisme de masse (croisière avec empreinte carbone élevée). Hormis pour ce dernier, toutes appartiennent au secteur primaire de l'économie et ne génèrent que très peu de valeur ajoutée puisqu'elles sont directement exportées.

Il s'agit donc d'une appropriation de la nature des pays situés en périphérie par ceux du centre dans le cadre d'une relation Nord-Sud. C'est du reste ce qui conduit le Vénézuélien

Fernando Coronil à utiliser le terme de « sociétés exportatrices de nature⁵ » pour se référer aux nations du Sud global. Ces dernières années, toujours en prenant appui sur les travaux d'Eduardo Gudynas, d'autres chercheuses et chercheurs ont étayé sa définition. Parmi ceux-ci, Maristella Svampa a élargi l'aspect environnemental aux impacts négatifs qu'ont ces pratiques sur la santé des populations et la déstructuration des groupes autochtones et ruraux⁶.

En somme, la notion d'extractivisme doit être appréhendée à la fois dans une dimension locale, là d'où sont extraites les matières premières, et globale, puisque celles-ci sont destinées au commerce international. Intéressons-nous, à présent, aux différentes phases d'implantation du modèle extractiviste.

2. Les différentes phases d'implantation du modèle extractiviste

2.1. Phase initiale (période coloniale-indépendances)

En accord avec Alberto Acosta, chercheur de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO-Équateur), nous conviendrons que l'extractivisme primitif, entendu dans sa phase initiale, remonte aux temps de la conquête⁷. L'arrivée de l'élément européen aux Indes occidentales, au carrefour de l'époque moderne, il y a de cela plus de cinq siècles, redessine profondément ce territoire et transforme les rapports entre l'homme et la nature.

Aux origines de l'exploitation des ressources naturelles, l'extractivisme minier de métaux précieux (argent, or et mercure) occupe une place prépondérante, suivi du bois et de l'agriculture de plantation (canne à sucre, tabac et cacao). Soulignons, dès à présent, que cette mise en valeur économique du milieu naturel et l'extraction des matières premières pour l'exportation reposent essentiellement sur l'asservissement des peuples autochtones, puis de populations africaines importées de force.

Dès 1530, les premières mines d'or et d'argent apparaissent dans la Vice-royauté de Nouvelle-Espagne pour ensuite s'étendre à tout le sous-continent. Le travail d'extraction se réalise principalement grâce à la force humaine et animale. Les premiers creusent des galeries pour accéder aux filons à l'aide de pics et de pales, les seconds extraient les métaux et autres gravats. Parallèlement, le fonctionnement des mines et le traitement des métaux (argent ou or) nécessitent l'utilisation massive de ressources naturelles telles que l'eau pour laver les minéraux ou comme source d'énergie pour faire tourner les concasseurs (Andes – Potosí), au même titre, d'ailleurs, que le bois utilisé, quant à lui, comme combustible et matériel de construction. Nous pouvons également mentionner le fer (machines), le sel et le mercure requis pour fabriquer l'amalgame.

Le secteur agricole n'est pas en reste. Dans un premier temps, les Européens introduisent la canne à sucre et la cultivent massivement. L'exploitation de cette plante requiert d'importants systèmes d'irrigation et l'importation de machines afin d'en extraire le sucre. Par la suite, la pénétration des européens dans les terres au climat plus tempéré et chaud permet l'exploitation du tabac, du cacao et de l'indigo qui, dès le XVI^e siècle, seront destinés à l'exportation.

L'introduction d'animaux domestiques du Vieux Monde constitue une autre transformation majeure (chevaux, vaches, moutons, cochons et mules). Dispersés dans les zones à forte densité de population, ces espèces envahissent les terres des peuples autochtones, détruisent leurs cultures et transforment ces espaces en champs de pâturage. Dans la pampa de la Vice-royauté de Rio de la Plata, à partir du XVIII^e siècle, l'élevage bovin est pensé dans une logique d'exportation massive vers l'Europe friande de cuir et de graisse mais également de viande. En aval, outre l'impact sur la faune présente dans la région, la multiplication de toutes ces espèces animales réduit considérablement les ressources alimentaires des populations indigènes et modifie substantiellement les patrons d'implantation.

Ce modèle ou phase initiale perdure jusqu'au XIX^e siècle, c'est-à-dire après les indépendances.

2.2. Deuxième phase (XIX^e - moitié XX^e)

La deuxième période s'amorce à partir du premier tiers du XIX^e siècle. Durant cette étape, les avancées technologiques permettent de substituer la force de travail humaine ou animale. En effet, l'introduction de la machine à vapeur, de produits chimiques ou d'engrais dans l'exploitation de matières premières marque un point d'inflexion dans la mesure où ils permettent d'augmenter considérablement les volumes de production et l'export tant dans le secteur minier qu'agricole. Dès lors, dans un contexte de révolution industrielle et de capitalisme naissant, nous assistons à un export massif de matières premières vers le centre, c'est-à-dire l'Europe (Angleterre) et, dans une moindre mesure, les États-Unis. L'offre se diversifie également avec, par exemple, jusqu'au milieu du XIX^e, le caoutchouc qui répond aux demandes d'une industrie en plein essor. Notons que cette phase correspond également à la découverte du pétrole et à l'exploitation des premiers puits, en 1862, au Mexique, dans l'État de Tabasco, puis, en 1875, au Venezuela, dans l'actuel État de Sucre.

Fruits des indépendances, les jeunes nations latino-américaines renforcent donc le modèle « agro-minier exportateur » hérité de la période coloniale qui leur offre l'opportunité de capter une rente issue des exportations de matières premières afin d'importer des produits manufacturés. Toutefois, ces « spécialisations primaires » les rendent extrêmement dépendantes d'un seul produit et donc sensibles à l'évolution tant de la demande que des cotations des ressources naturelles qu'elles exportent. À chaque conflit ou crise (1929) qui impactent les échanges internationaux, les économies du sous-continent marquent le pas. Les recettes perçues au titre des exportations chutent et les capacités d'importation s'en trouvent, à leur tour, réduites. En aval, ces vicissitudes du marché mondial participent de l'accroissement des inégalités sociales notamment en raison d'une rente inégalement redistribuée.

Conscients de ces failles structurelles et conjoncturelles, à partir des années 50, les pays de la région adoptent le modèle développementaliste cépalien à l'intérieur duquel l'État est amené à jouer un rôle central⁸. Dans les grandes lignes, il s'agit de développer une industrie locale capable de suppléer les importations dans l'optique de rendre leurs économies moins dépendantes des exportations de matières premières. Cette stratégie n'implique pas pour autant une diminution des transferts de matières premières non transformées vers l'extérieur et, partant, de changement de modèle de développement puisqu'il faut bien financer ces programmes d'Industrialisation par Substitution aux Importations (ISI). Bien au contraire, cette politique ouvre la voie à l'émergence de fronts pionniers. Initialement développé, en 1893, par le sociologue étasunien Frederick Jackson Turner pour décrire le modèle de conquête de l'Ouest des États-Unis⁹, ce concept désigne actuellement les processus d'aménagement qui visent à la mise en valeur économique d'un espace dit « neuf » ou « vierge » dans des zones de faible densité, principalement situées en Amazonie¹⁰. Dès lors, la création de nouveaux espaces de production (agricole, élevage, forestiers et miniers) notamment grâce à la construction de routes transamazoniennes se traduit par le recul de la forêt primaire (incendies, déboisement/défrichement), la disparition d'écosystèmes (contamination, orpaillage), la spoliation des territoires des peuples autochtones et des groupes ruraux, tous amenés à migrer vers les grands centres urbains déjà surchargés.

2.3. Troisième phase (1970-2000)

La troisième phase s'insère quant à elle dans une période pendant laquelle la plupart des pays d'Amérique latine se retrouvent confrontés à la crise de la dette contractée dans les années

50-60 pour financer la politique de ISI. Exsangues, ils adoptent, bon gré mal gré, les recettes néolibérales prônées par les organismes financiers internationaux, notamment du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), plus connues sous le nom de « Consensus de Washington¹¹ ». Testées dans le Chili de Pinochet où une libéralisation quasi totale de l'économie est mise en place dès 1974, ces mesures entrent en application à la fin de la décennie des années 80, début des années 90, dans une large partie du sous-continent. Ce programme vise à instaurer des plans d'austérité afin de rétablir l'équilibre budgétaire. Ainsi, en échange d'accès à des financements et à la renégociation des passifs, les États sont invités à procéder à des ajustements d'ordre structurel qui se traduisent par un désengagement de leurs obligations (baisse des dépenses publiques), la privatisation des entreprises nationales, la levée des protections douanières, la libéralisation des importations et la mise en place d'un modèle de développement axé sur les exportations.

Malgré le contexte économique défavorable, tout au long de cette période, l'accaparement des ressources suit sa courbe ascendante. Deux facteurs fortement corrélés y concourent. D'une part, les nouvelles avancées technologiques et mécaniques facilitent l'extraction de plus en plus rapide et volumineuse des matières premières. D'autre part, l'achat d'entreprises d'État par des compagnies privées étrangères permet non seulement de relancer la production mais, en outre, de mettre en place des mégaprojets extractivistes. À titre d'exemples, une mine aurifère à ciel ouvert voit le jour à Yanacocha, au nord du Pérou ; dans le golfe du Mexique, la société britannique British Petroleum (BP) se lance dans l'exploitation de gisements de pétrole par grande profondeur d'eau (offshore – 1500 m). Quelles que soient les modalités d'extraction (explosifs, perforation), les impacts dommageables sur la nature et les habitants des secteurs concernés sont multiples et variés. Dans la plupart des cas, elles occasionnent l'artificialisation des sols, c'est-à-dire la modification par l'homme de la physionomie et des fonctionnements du milieu ou des paysages et/ou la destruction d'habitats écologiques (effondrement de la diversité végétale et animale) ainsi que des risques sanitaires majeurs pour les humains.

Dans un contexte de forte dégradation des conditions de vie de la population latino-américaine, toutes ces politiques néolibérales exacerbent les tensions entre les différents acteurs. Les intérêts économiques des États et des sociétés multinationales en charge de l'extraction et de l'exploitation des matières premières entrent en contradiction avec les croyances et pratiques des communautés autochtones, mais également avec les politiques soutenues par les associations de défense de l'environnement et de larges pans de la société civile.

2.4. Quatrième phase (2000 à nos jours)

La quatrième et dernière phase s'inscrit dans le prolongement de la précédente, mais avec, bien sûr, son lot de nouvelles avancées technologiques, et dans un contexte politique différent. En effet, au sortir des années 90, l'Amérique latine est submergée par une vague rose. Dans la plupart des pays, des gouvernements progressistes accèdent au pouvoir par la voie démocratique.

Conscients de l'échec des politiques d'ajustement structurel de la décennie néolibérale et de leurs conséquences sociales, ces pays amorcent un virage économique. Profitant du super cycle des matières premières (2003-2013) et de cette nouvelle manne, les dirigeants optent, à la fois, pour une politique de reprimarisation des économies nationales¹² et pour une renationalisation des entreprises d'État spécialisées dans l'extraction de matières premières (pétrole en Argentine et Venezuela, eau et gaz en Bolivie). Dans le même temps, ils renouent avec les politiques d'intégration régionale par le biais d'alliances interétatiques (ALBA, MERCOSUR, UNASUR, PETROSUR) et ils diversifient leurs partenariats commerciaux au profit de puissances économiques émergentes telles que la Chine ou l'Inde. En outre, pour

répondre aux urgences sociales, ces mesures s'accompagnent de politiques de redistribution à travers la mise en place de programmes sociaux d'envergure (éducation, santé, logements et versement de retraites) en direction des secteurs les plus fragilisés de la population (*conditional cash transfer*). En somme, loin de remettre en cause les fondamentaux du modèle « agro-minier exportateur », les gouvernements progressistes continuent de concentrer la majeure partie des investissements dans le secteur primaire afin de favoriser les exportations de matières premières, notamment grâce à l'octroi de nouvelles concessions aux firmes multinationales. En outre, ces politiques ont pour corollaire d'entraver la diversification de l'économie, voire de contribuer à une désindustrialisation précoce¹³.

Ce modèle développementiste renvoie au concept de néo-extractivisme développé par Eduardo Gudynas¹⁴, puis par Maristella Svampa¹⁵. Si celui-ci s'inscrit clairement dans la continuité de l'extractivisme tel que précédemment présenté, il suscite de plus en plus de questionnements quant à sa viabilité¹⁶. En aval, cela génère une opposition croissante des acteurs impliqués dans ce processus, en particulier des populations locales, qui défendent leurs territoires et les ressources qui s'y trouvent.

Dans les faits, pour augmenter leurs volumes de production, les secteurs du gaz et des hydrocarbures ont recours aux techniques de fractures hydrauliques ou à l'exploitation des sables bitumineux qui produisent du pétrole extra lourd, très difficile à raffiner (Venezuela, ceinture de l'Orénoque). Il en est de même pour les monocultures. En Argentine et au Guatemala, la culture à grande échelle de soja et de palmiers africains prend un essor sans précédent et concourt à l'avancée toujours plus loin des fronts pionniers. L'installation de centrales hydroélectriques, notamment au Honduras, sur les terres de la communauté Lenca, pose également problème même si cette énergie n'est pas exportée. Dans tous ces cas, les conséquences environnementales sont catastrophiques : altérations du relief, déforestation, spoliation des ressources hydrauliques et des terres, rejets de produits toxiques et production de gaz à effet de serre. À cela s'ajoutent les déplacements forcés des populations vers les grands centres urbains où elles viennent grossir le contingent des communautés indigènes et paysannes vivant dans des conditions déplorables. De ce point de vue, ces politiques néo-extractivistes constituent une violation manifeste des droits des peuples autochtones adoptés par l'ONU en 2007¹⁷ et inscrits dans les Constitutions de certains États (Venezuela, Pérou, Équateur et Bolivie)¹⁸. À cet égard, le cas vénézuélien est assez éclairant. En 2016, dans le contexte de reprimarisation à marche forcée de l'économie, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, décide de créer la *Zona de Desarrollo Estratégico Nacional Arco Minero del Orinoco (AMO)*¹⁹. Ce mégaprojet concède 111843,70 km², soit 12% du territoire national, à des entreprises étrangères pour exploiter, conjointement avec des entreprises d'État, les réserves de pétrole extra lourd qui s'y trouvent, ainsi que l'or, le fer et autres minerais, et ce au mépris de l'environnement et des peuples indigènes de la région²⁰.

En conséquence, nous assistons à une résurgence des tensions ancestrales entre les communautés autochtones, paysannes, la société civile mobilisée et les gouvernements porteurs de projets néo-extractivistes. Dans de nombreux cas, la remise en cause de ce modèle imposé d'en haut, dans une logique *top-down*, débouche sur une répression violente des activistes et des défenseurs de la nature qui paient souvent de leur vie leur implication. Les derniers chiffres publiés par l'organisation internationale *Global Witness* font état de 177 assassinats²¹, dont de nombreuses femmes, faisant de l'Amérique latine le continent le plus touché par ce fléau. L'assassinat, en 2016, de Berta Cáceres, activiste hondurienne, lauréate du prix Goldman pour l'environnement et fermement opposée au projet de barrage électrique dans la région de Santa Barbara constitue l'exemple le plus saillant.

En définitive, les problématiques liées à l'exploitation des matières premières perdurent depuis l'époque coloniale. L'extraction des richesses du sous-sol s'exerce à des fins de

commercialisation extérieure dont les bénéfices ne profitent malheureusement pas à tous. Malgré les progrès enregistrés en matière de politique sociale, les gouvernements progressistes n'ont pas réussi à sortir du modèle extractiviste et n'ont pas diversifié l'économie nationale. En outre, ils font fi des principes constitutionnels en bafouant les droits des peuples autochtones et des populations rurales qui, aux côtés d'artistes-militants dont les œuvres dénoncent ces dérives, n'ont d'autre alternative que de lutter pour le respect de leur territoire, de leur mode de vie, de leurs croyances et de la « terre mère ».

3. Présentation du numéro

Ce numéro regroupe les communications ainsi que les échanges avec des artistes mexicains présentés dans le cadre de la Journée d'étude *L'Amérique latine face aux défis environnementaux : les arts visuels comme paradigme de la résistance aux politiques néolibérales*, organisée le 28 septembre 2023, sur le Campus Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Lorraine de Nancy.

Le projet s'inscrit dans le cadre d'une réflexion autour de la question environnementale en Amérique latine que nous entendons aborder sous l'angle d'une perspective novatrice. En effet, si depuis plusieurs années déjà cette thématique fait l'objet de nombreuses études dans le champ académique français, elle n'a été que très peu appréhendée au travers du prisme des arts visuels.

Depuis les années 1990, de nombreuses voix s'élèvent, en Amérique latine, contre l'extension du néolibéralisme et de ses corollaires dans la sphère environnementale. L'entrée dans le XXI^e siècle et l'avènement de gouvernements progressistes, notamment au Brésil, au Venezuela, en Équateur, en Bolivie et en Argentine, ont favorisé l'émergence de nouvelles perspectives politiques tendant vers plus d'horizontalité²². Parallèlement, du point de vue économique, la signature d'accords avec de nouveaux partenaires commerciaux dans le cadre d'échanges Sud-Sud et l'ouverture de marchés et du commerce vers le Pacifique ont laissé entrevoir un questionnement du modèle néolibéral alors en vigueur²³. Or, l'adoption de politiques néo-extractivistes²⁴ dans de nombreux secteurs clefs (minier, agro-industriel et hydrique) engendre, dans certaines régions, une importante destruction de l'environnement mais également de l'habitat naturel, et ce au mépris de groupes ruraux et/ou autochtones.

Cette forme de « néolibéralisation de la nature²⁵ » a également pour conséquence d'accentuer les flux migratoires internes, et partant, le phénomène de métropolisation qui, à son tour, implique une saturation de l'espace urbain et l'augmentation de la pollution. En outre, le développement croissant d'un tourisme de masse sous couvert d'un écotourisme impacte la biodiversité et le patrimoine culturel naturel de la plupart des pays latino-américains.

Face à cette crise environnementale qui ne cesse de s'intensifier, une prise de conscience écologique percole, chaque jour un peu plus, dans toute la région. Par conséquent, de multiples initiatives politiques et citoyennes abondent en faveur de la défense de modèles de durabilité environnementale des espaces naturels et ruraux, mais également de politiques de développement durable. Dans le domaine des arts, l'activisme se nourrit de ces revendications et s'en fait l'écho par le biais de la création. Les réalisations d'images, de fresques urbaines, de performances, ou encore la création de collectifs et d'expositions entièrement dédiées aux questions environnementales se sont multipliées dans l'optique de sensibiliser les populations et/ou de faire infléchir les politiques gouvernementales.

Les communications qui intègrent ce numéro entendent donc interroger les tensions entre problèmes écologiques, gestion politique et préservation de l'environnement à travers leurs manifestations dans les arts visuels en Amérique latine de 1990 à nos jours.

María Fernanda Troya (FLACSO – Équateur) présente les résultats d'une enquête autour des rapports entre la pratique artistique et la réflexion post-humaniste et post-

anthropocentrique, en Équateur, durant ces dernières années. Pour ce faire, elle se concentre sur l'exposition « Sacha Ukupacha: al interior de la selva » présentée en 2019 à l'espace Arte Actual du FLACSO Équateur, et s'intéresse aux œuvres de quelques-uns des artistes qui y ont participé, parmi lesquels l'équatorien-chinois Kuai Shen et l'artiste colombienne Aniara Rodado dont les travaux portent sur l'interdépendance des espèces et la nécessité de « décoloniser » la science par l'art.

À travers l'étude du documentaire *La fille de la lagune* (2015), du cinéaste péruvien Ernesto Caballos, **Marie-Pierre Ramouche** (Université de Perpignan Via Domitia) remet en question la conception occidentale, colonialiste et capitaliste des ressources naturelles en Amérique latine. Son étude offre également une clé de lecture pour mieux appréhender les luttes des peuples autochtones contre les politiques extractivistes mises en œuvre dans cette région.

Meera Perampalam (Chercheuse associée à l'Institut de Recherche sur le Cinéma et L'Audiovisuel, Sorbonne Nouvelle – Paris 3) explore l'œuvre cinématographique du réalisateur chilien Patricio Guzman, notamment la trilogie consacrée aux rapports étroits entre la nature et l'homme eux-mêmes fortement corrélés aux politiques des différents gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis 1973.

En écho aux deux articles précédents, **Louise Ibáñez-Drillières**, (Université Paul-Valéry – Montpellier 3, IRIEC) s'interroge sur les liens entre le cinéma, l'écologie et les pensées décoloniales dans la sphère latino-américaine. Le corpus filmique analysé permet de démontrer l'articulation intrinsèque entre l'extractivisme imposé aux sujets et aux écosystèmes colonisés, et la colonialité épistémico-esthétique en tant que vecteur du projet écocide du capitalisme occidental.

Enfin, **Roxanne Mamet** (Université de Lorraine) met en lumière l'apport de l'écoféminisme dans les luttes contre les politiques néo-extractivistes en Amérique latine. L'étude des œuvres des plasticiennes chiliennes Cecilia Vicuña et de Josefina Astorga permet d'appréhender la façon dont l'appropriation de la nature est liée aux systèmes de domination et de violence hérités du patriarcat ainsi que les rapports de force qui en découlent.

¹ Laure Emperair, *La Forêt en jeu : L'extractivisme en Amazonie centrale*, Paris, Édition de l'Orstom, 1996, p. 11.

² Eduardo Gudynas, *Extractivismos: Ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la naturaleza*, Cochabamba, Centro de Documentación e Información Bolivia (CEDIB), 2015, p. 11.

³ *Ibid.*

⁴ Eduardo Gudynas, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo: contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », in Jürgen Schludt et al. (dir.), *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, Centro Andino de Acción Popular (CAAP) y Centro Latino Americano de Ecología Social (CLAES), 2009, p. 188.

⁵ Fernando Coronil, *El Estado mágico. Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Editorial Alpha, 2016, p. 18.

⁶ Maristella Svampa, *Las fronteras del neoextractivismo en América Latina. Conflictos socioambientales, giro ecoterritorial y nuevas dependencias*, Collection CALAS, 2019, p. 58-68.

⁷ Alberto Acosta, « Aporte al debate: El extractivismo como categoría de saqueo y devastación », *Forum for inter-american research*, vol. 9.2, Sep. 2016, p. 26.

⁸ Sébastien Velut, *L'Amérique latine*, Malakoff, Armand Colin, 2022, p. 116.

⁹ Samuel Jackson Turner, *The Frontier in American History*, New York, New York Henry Holt and company, 1920.

¹⁰ Marie-Françoise Fleury, Hervé Théry, « Les fronts pionniers amazoniens au Brésil », *L'Amérique latine*, Paris, Atlante, 2021, p. 195.

¹¹ John Williamson, « What Washington Means by Policy Reform », *Latin American Adjustment. How Much Has Happened ?*, Washington, Institute for International Economics, 1990.

¹² Mylène Gaulard, Pierre Salama, *Economie de l'Amérique latine*, Clamecy, Bréal, 2020, p. 46.

¹³ Pierre Salama, *Les économies émergentes latino-américaines : entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 67-70.

¹⁴ Eduardo Gudynas, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo: contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », *op. cit.*, p. 187-225.

¹⁵ Svampa Maristella, « Néo-“développementisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, 2011/3, p. 101-127.

¹⁶ *Idem*.

¹⁷ Haut Commissariat Des Nations Unies Aux Droits De L'homme, *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, 13 septembre 2007 (A/RES/61/295). Les entorses aux droits des peuples autochtones concernent principalement les articles 7.2, 8.2-b, 10, 18, 20 .1, 23, 24.1, 26.1, 26.2, 28, 29 31.1, 32 et 40.

¹⁸ Javier Francisco Ruiz, « El Arco Minero del Orinoco. Diversificación del extractivismo y nuevos regímenes biopolíticos », *Nueva sociedad*, 274, mars-avril 2018, <https://nuso.org/articulo/el-arco-minero-del-orinoco/>.

¹⁹ Presidencia De La República Bolivariana De Venezuela, Gaceta oficial n° 40.855, Decreto n° 2248, 24/02/2016, <https://engaceta.files.wordpress.com/2016/02/40855.pdf>.

²⁰ Centro Para La Reflexión Y Acción Social (CERLAS), « Informe sobre la situación de derechos humanos en el arco minero y el territorio venezolano ubicado al sur del río Orinoco », *Trayectorias Humanas Trascontinentales*, (7), 2020, <https://www.unilim.fr/trahs/2210>.

²¹ Global Witness, *Rapport annuel 2023*. <https://globalwitness.org/fr/press-releases/almost-2000-land-and-environmental-defenders-killed-between-2012-and-2022-protecting-planet-fr/#:~:text=Le%20nouveau%20rapport%20de%20Global,et%20le%2031%20d%C3%A9cembre%202022>.

²² Franck Gaudichaud et Thomas Posado, *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.

²³ Mylène Gaulard, Pierre Salama, *Économie de l'Amérique latine*, Clamecy, Bréal, 2020.

²⁴ Eduardo Gudynas, *Extractivismos: Ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la naturaleza*, Cochabamba, Centro de Documentación e Información Bolivia (CEDIB), 2015.

²⁵ Eve Anne Bühler et Pierre Gautreau, « Néolibéralisation de la nature », in *Dictionnaire Critique de l'Anthropocène* (collectif), Paris, Presses du CNRS, 2020.